

Malgré ce refus, qui était en même temps une critique très nette de leurs agissements et une menace suspen due sur leur intervention, les trois puissances alliées n'en continuèrent pas moins leurs préparatifs et rien ne fut changé à leurs accords.

CHAPITRE III

Politique des trois alliés. — Lettre de lord John Russell. — Intervention armée. — Occupation de Vera-Cruz. — Ultimatum des plénipotentiaires français. — Rentrée au Mexique de MM. Almonte, Miramon, Haro y Tamaris et du P. Miranda. — Préliminaires de la Soledad (19 février 1862). — État des esprits au Mexique. — Envoi de renforts avec le général de Lorencez. — Complications. — Lettre du général Prim à Napoléon III. — Lettre de M. de la Fuente à M. Thouvenel. — Conférence du 9 avril. — Rupture de la triple alliance.

La convention du 31 octobre 1861 n'était précise ni dans ses termes, ni dans ses prévisions, ni dans ses conclusions. En somme, elle ne résolvait rien, et ne contenait aucun des motifs auxquels obéissait chacune des trois parties contractantes, pas plus qu'elle ne stipulait les moyens d'action ni les satisfactions à obtenir.

Si la diplomatie, en se tenant dans cette réserve exagérée, avait agi dans le but d'éviter une rupture avant tout accord, on ne saurait assez l'en blâmer, car, s'il est mauvais de ne pas s'entendre avant d'entreprendre une chose, il est plus mauvais encore de rompre après un commencement d'action. Si, au con-

traire, elle avait cru la convention un engagement suffisant en vue du but à atteindre, il n'y a qu'à regretter un tel aveuglement.

Les motifs, en effet, qui unissaient, ou du moins semblaient unir dans un effort commun la France, l'Espagne et l'Angleterre, étaient la répression des outrages et des vexations subies sur le territoire mexicain par leurs nationaux. Mais ceci n'était guère qu'un prétexte. Napoléon III, on le sait, rêvait le relèvement d'un empire latin au sein de l'Amérique. Sa vive sympathie pour l'archiduc Maximilien, et le plaisir de faire, si l'on peut ainsi parler, d'amicales avances à ses ennemis de la veille, l'avaient poussé à mettre en avant une candidature qui s'était ainsi révélée beaucoup trop tôt.

L'Espagne, elle, ne songeait point à Maximilien, ou, si elle y songeait, c'était avec le dessein bien arrêté d'écarter cette candidature. Elle rêvait aussi d'un trône à relever, mais elle y voulait asseoir un prince de la dynastie des Bourbons.

L'Angleterre, — est-il besoin de le dire ? — ne partageait nullement les idées publiques ou secrètes de la France et de l'Espagne, non plus que leurs illusions ; elle n'envisageait que le côté pratique de l'expédition, l'occupation des ports et la mainmise sur les douanes. Comme un commerçant pratique elle présentait sa facture et ne songeait qu'à s'en faire payer le montant.

On peut critiquer cette politique mesquine et utilitaire ; il n'en est pas moins vrai qu'elle est sage et prudente, et qu'à défaut de côtés brillants elle offre des avantages précieux. Les événements devaient lui

donner raison. Les hommes d'État anglais voyaient donc plus clair dans la situation que leurs collègues français et espagnols. La preuve en est dans la dépêche suivante de lord John Russell à l'ambassadeur d'Angleterre auprès de la cour d'Autriche. Elle mérite d'être rapportée ici, car elle renferme une appréciation de la situation présente et future, à laquelle les événements ont singulièrement donné raison.

J'ai reçu la dépêche de Votre Excellence au sujet du projet de placer l'archiduc Maximilien sur le trône du Mexique, et vous observez que ce projet a été imaginé par des réfugiés mexicains à Paris.

Cette sorte de gens est fameuse à cause de ses calculs sans fondements sur la force de ses partisans dans son pays natal, et par l'extravagance de ses espérances de secours.

Le gouvernement de Sa Majesté n'accordera aucun appui à un pareil projet. Il faudrait longtemps pour consolider un trône au Mexique, aussi bien que pour rendre le souverain indépendant de tout soutien étranger...

Si le soutien étranger venait à être retiré, le souverain pourrait être chassé par les républicains du Mexique. Cette position ne serait ni digne ni sûre.

Le propre des avertissements, comme le propre des conseils, est de ne servir à rien, sauf à la satisfaction de celui qui les donne. On considéra le cabinet anglais comme un allié jaloux et mécontent, et, bien que le refus qu'il faisait en termes fort nets de prêter son appui au projet de l'Empereur et de l'archiduc Maximilien eût une assez grande importance, on passa outre, et la campagne s'ouvrit.

Rendez-vous était donné dans la rade de la Ha-

vane aux forces alliées, dont le général Prim devait prendre le commandement en chef.

Les Anglais arrivèrent le 27 décembre 1861, en même temps que les Français. Leur flotte, commandée alors par le contre-amiral Milnes, auquel succéda bientôt le commodore Dunlop, n'amenait qu'un petit corps de débarquement de 800 hommes.

Le corps français, sous les ordres du contre-amiral Jurien de la Gravière, comptait 2,610 hommes.

Les Espagnols étaient les plus nombreux, et ils avaient devancé leurs alliés. L'amiral Rubalcoaba, avec 5,600 hommes, occupait déjà depuis le 17 décembre Vera-Cruz et le fort de Sain-Jean-d'Ulloa, dont il s'était emparé sans résistance. Le général Prim, avec 600 hommes, était resté à la Havane.

Dès les premiers jours de janvier, les trois flottes se mettaient en marche, et, le 8, se présentaient au mouillage de Vera-Cruz avec une force de 9,600 hommes, dont le débarquement commença dès le lendemain et s'effectua sans encombre.

C'était peu d'avoir pu débarquer et d'occuper ce port sans coup férir : le climat y est si malsain que la santé des troupes exigeait qu'on s'en éloignât sur-le-champ. Le littoral, en effet, est toujours infesté de fièvre jaune, et la bande de territoire d'une étendue d'au moins vingt lieues, qui va du rivage au torrent du Chiquihuite et aux premiers contreforts de la chaîne du pic d'Orizaba, est connue, sous le nom de *Terres chaudes*, comme le plus dangereux des séjours, même pour les indigènes, à plus forte raison pour les Européens, nouvellement arrivés. Aussi, le 11 janvier, les troupes alliées s'avancèrent-elles jusqu'à

la Tejeria, petit village situé à douze kilomètres à l'ouest de Vera-Cruz.

Pendant ce temps-là, les commissaires des trois puissances alliées tenaient leur première réunion officielle (13 janvier 1862).

Le représentant de la France n'avait point perdu de temps, et, sous l'influence de l'opinion préconçue qu'il avait apportée au Mexique et dont rien ne l'avait détourné, il avait rédigé un ultimatum, dans des termes tellement péremptaires et renfermant des exigences telles, qu'on ne pouvait vraiment en entendre la lecture sans se demander si on n'avait pas le désir de mettre le feu aux poudres et de pousser le Mexique à une lutte sans merci.

Il stipulait tout d'abord que le Mexique aurait à payer à la France une somme de douze millions de piastres (soixante millions de francs), à laquelle était évalué le montant des réclamations françaises pour les faits accomplis antérieurement au 31 juillet 1861 ; plus une somme, *qui serait fixée ultérieurement par les plénipotentiaires français*, représentant les réparations dues pour les faits accomplis depuis cette époque.

En outre le reliquat des sommes dues en vertu de la convention de 1853, reliquat qui n'était point compris dans l'article précédent, devait être payé aux ayants droit, conformément aux obligations stipulées dans la susdite convention.

Ce n'était pas tout. Après ces réclamations, dont le chiffre, fort différent du chiffre d'origine, était manifestement exagéré, venait un article qui n'aurait jamais dû figurer dans un pareil document :

ART. 3. — Le Mexique sera tenu à l'exécution pleine, loyale et immédiate du contrat conclu au mois de février 1859 entre le gouvernement mexicain et la maison Jecker.

Et, comme garantie de l'exécution stricte de ces conditions, l'ultimatum imposait au Mexique l'obligation de consentir à l'occupation de Vera Cruz, de Tampico et d'autres ports de la République.

Quelle pouvait être la pensée de M. Dubois de Saligny en présentant des demandes aussi extravagantes ? Est-ce que la pénurie du trésor mexicain n'était pas connue de lui ? Et par quel miracle espérait-il voir accepter ces propositions, lorsque, quelques mois auparavant, le gouvernement mexicain, après plusieurs tentatives d'arrangement, s'était trouvé dans l'impossibilité absolue de payer des sommes infiniment moindres ? C'était même pour ce motif que les relations diplomatiques avaient été rompues entre les deux pays.

Cette situation n'était ignorée de personne, et on la connaissait par de petits faits qui la prouvaient avec une irréfutable éloquence. Pour n'en citer qu'un, il était avéré que lorsque Juarez avait voulu envoyer M. de la Fuente en Europe, le départ de ce plénipotentiaire avait été retardé par la difficulté de se procurer la faible somme nécessaire pour subvenir aux dépenses de son voyage.

L'amiral Jurien de la Gravière donna lecture de cet ultimatum dans la réunion du 13 janvier. On devine l'effet qu'il produisit. Si la France exigeait de pareilles sommes, l'Angleterre et l'Espagne devaient élever leurs réclamations dans les mêmes données,

et alors les demandes des alliés prenaient des proportions tellement fantastiques qu'elles en étaient ridicules ; de plus, elles devenaient manifestement inacceptables pour le Mexique, et conséquemment susceptibles d'amener la guerre. Cette perspective n'entraînait dans les plans ni des représentants de l'Espagne ni de ceux de l'Angleterre.

Ils protestèrent avec énergie. La discussion fut vive, et la confusion fut grande. Par bonheur, l'amiral Jurien de la Gravière, qui ne se départait jamais du calme et de la modération si nécessaires en ces circonstances délicates, parvint à apaiser un peu les esprits ; l'ultimatum ne fut pas envoyé et l'on convint de se mettre en rapport avec le général Doblado, ministre des Affaires étrangères du gouvernement de Juarez.

Sur ces entrefaites, tous les esprits exaltés, qui, pendant leur exil, avaient poussé à l'intervention, s'imaginant, avec cette facilité propre aux exilés, que l'apparition seule des forces alliées renverserait le gouvernement de leurs anciens ennemis, arrivaient au Mexique, tout prêts à ressaisir le pouvoir. C'étaient le général Almonte, MM. Miramon, Haro y Tamaris, le P. Miranda, qui venaient se mettre sous la protection des étrangers.

La présence de ces membres les plus fougueux et les plus compromis du parti réactionnaire n'était bonne qu'à créer aux alliés de nouvelles difficultés ; dans la période de négociations, où l'on se trouvait alors, elle offrait plus d'un danger. Comment, en effet, continuer à traiter avec le gouvernement du moment, quand on avait avec soi, sous sa protection,

ceux qui se prétendaient le gouvernement de demain ?

Leur arrivée était prématurée ; en tout cas, elle était fort maladroite. Mais c'est le propre de ce parti de compter pour rien les embarras qu'il cause à ses meilleurs amis, et l'on en verra, dans la suite, bien d'autres preuves.

Et peut-être n'est-il pas inutile, ici, de faire, à propos de ce parti, une observation générale. Si nous lui donnons la dénomination de parti clérical, c'est non point parce que nous croyons le devoir qualifier ainsi, mais parce que tel était le nom qu'il prenait lui-même par opposition au parti libéral. Cette appellation toute politique montre que l'on aurait tort d'identifier ce parti avec la population catholique, de même que ce serait une erreur de confondre le clergé avec la religion. Le clergé, au Mexique, ne ressemblait en rien à notre clergé français, et c'est un devoir de justice pour nous de prémunir le lecteur dès le début sur ce point ; ceux qui respectent le clergé français ne sauraient par cela même accorder un semblable respect au clergé mexicain. Celui-ci, perverti par ses richesses, ambitieux et dissolu, rappelait trop notre clergé d'avant la Révolution.

Cependant Doblado, rusé comme un indien vicieux, s'était empressé d'accepter le rendez-vous donné par le général Prim. Cette démarche était déjà à elle seule une présomption que l'on reconnaîtrait le gouvernement juariste ; il espérait obtenir plus encore des alliés, dans la position fautive où ils se trouvaient, et dont lui, Doblado, commençait à se douter.

Le 19 février, la rencontre projetée eut lieu à la Soledad, et c'est dans cette bourgade que furent signés les préliminaires devenus fameux sous le nom de *Convention de la Soledad*.

Cette convention reconnaissait en fait le gouvernement constitutionnel de Juárez. Les alliés se plaçaient sur le terrain des traités pour faire valoir leurs réclamations, et protestaient d'avance contre toute intention de porter atteinte à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité du territoire de la République. Des négociations plus complètes devaient s'ouvrir à Orizaba. Pendant leur durée, les forces alliées occuperaient Cordova, Orizaba et Tehuacan, en s'engageant toutefois à se retirer immédiatement en cas de rupture.

Les principales stipulations de cette convention, toutes contraires à la politique de la France, on le voit, étaient tellement dans la logique des choses qu'elles furent signées par les commissaires français. Juárez les ratifia le 23 février.

Combien il eût été heureux pour tous, et surtout pour la France, que cette convention fût acceptée et respectée par les trois puissances alliées ! Elle correspondait à l'état d'esprit des Mexicains et elle préparait une solution pacifique et amiable aux difficultés pendantes.

Malgré le débarquement, malgré l'occupation militaire, l'attitude des uns et des autres n'avait point pris encore un caractère tranché d'hostilité. Si les Espagnols avaient été mal accueillis, parce que leur présence avait réveillé les haines du passé, en revanche les Anglais et les Français, bien que venus les